

**CIBLE**

## Répression

**I**ls travaillent par milliers pour Adidas et Nike. Ils sont frappés par des licenciements et des réductions de salaire. Ils se mettent en grève. La police intervient et de nombreux travailleurs sont blessés. Cela s'est passé en Chine, le 17 novembre, dans la province de Guangdong.

C'est une révolte parmi beaucoup d'autres, toujours pour les mêmes motifs : licenciements, bas salaires, conditions de travail insupportables.

C'est une révolte qui nous touche directement. Des firmes occidentales privent de travail d'innombrables salariés en Europe et aux États-Unis. Elles accumulent des profits sur le dos des travailleurs chinois et laissent à la police et à l'armée le soin de mater ceux qui se révoltent. Les firmes capitalistes considèrent donc le Parti communiste chinois comme un allié précieux. Le paradoxe n'incomode pas les représentants de la droite et du patronat français liés à Pékin. Ils tenaient Tian'anmen pour négligeable. Ils accepteront d'autres massacres, estimant qu'ils sont trop lointains pour susciter ici des solidarités actives.

## ESPAGNE

# L'avenir des indignés

### Débat

**La Chine  
et l'euro**

p. 4

### Méditerranée

**Quel  
printemps ?**

p. 5

# Athènes et Rome

**Depuis que l'Union européenne joue à cache-tampon avec les agioteurs de la planète, on se doutait que les peuples financeraient l'opération.**

**V**oilà 18 mois, Paul Jorion a décrit le scénario : « *Les gouvernements d'unité nationale sont pour bientôt, quand il sera devenu évident aux yeux de tous qu'aucun parti ne connaît à lui tout seul la solution des problèmes insolubles qui se posent, suivis alors de Comités de Salut Public, quand il sera clair que même tous ensemble ils n'y comprennent rien...* » (1)

Nous venons d'assister à la chute accélérée des gouvernants issus de majorités d'opinion, en Grèce comme en Italie, et voici que les nouveaux dirigeants, sous un couvert d'union nationale, sont de purs technocrates missionnés par la nébuleuse oligarchique : en Grèce, Lucas Papademos de la BCI, ancien cadre de la FED aux États-Unis, en Italie, l'économiste ancien commissaire européen à la concurrence Mario Monti.

Pour plier leur pays aux derniers dictats, ces missionnaires fédèrent la classe politique jusqu'aux extrêmes - non sans raison : les forces réunies en

faisceau dans la main du chef ont déjà présumé, en Italie comme en Grèce, à des expériences historiques inoubliables...

Il va de soi que les autres dirigeants d'Euroland (et au-delà), exécutent sous la menace les figures imposées qui leur incombent : la réduction de la dette exige le démantèlement de l'État et du droit social. La France encore une fois exemplaire ignore les solides moyens de résistance qui lui restent, et dirigeants et opposants se vautrent pour complaire. Leurs contorsions évoquent le recrutement des ministres par la gymnastique dans *Les voyages de Gulliver* de Jonathan Swift - roman écrit après le krach de 1720 où la spéculation avait hissé l'action de la Compagnie des Mers du Sud de 128 à 1 050 livres, avant de s'effondrer en ruinant nombre de gens...

C'est donc par les deux cités-mères européennes de notre civilisation, Athènes et Rome, que l'Imposture commence son œuvre de destruction. Berlin aux commandes, et Paris se van-

tant de l'Axé franco-allemand... Où trouver une métaphore assez puissante pour soulever les peuples avant que ne s'instaure la terreur totalitaire ?

Il faut aller en Grèce. Lire sur la Toile le *Carnet de notes d'un anthropologue* et les cinglantes observations de l'historien Panagiotis Grigoriou : « *L'euro fut d'abord une monnaie dont la fonction la plus évidente se résumait au transfert de richesses et de compétitivité en faveur de certains pays, dont l'Allemagne. [...] D'où apparemment sa fin, sa transformation éventuelle (totale ou partielle), programmée ou spontanée, la monnaie peut être également, la continuation de la guerre par d'autres moyens.* » (2)

Il faut diffuser, lire tout haut la lettre du compositeur Mikis Theodorakis :

« *Il n'y pas d'autre solution que de remplacer l'actuel modèle économique européen, conçu pour générer des dettes, et revenir à une politique de stimulation de la demande et du développement, à un pro-*

*tectionnisme doté d'un contrôle drastique de la Finance. Si les États ne s'imposent pas sur les marchés, ces derniers les engloutiront, en même temps que la démocratie et tous les acquis de la civilisation européenne. La démocratie est née à Athènes quand Solon a annulé les dettes des pauvres envers les riches...*

*Nous ne vous demandons pas de soutenir notre combat par solidarité, ni parce que notre territoire fut le berceau de Platon et Aristote, Périclès et Protagoras, des concepts de démocratie, de liberté et d'Europe. (...) Nous vous demandons de le faire dans votre propre intérêt. Si vous autorisez aujourd'hui le sacrifice des sociétés grecque, irlandaise, portugaise et espagnole sur l'autel de la dette et des banques, ce sera bientôt votre tour. Vous ne prospérez pas au milieu des ruines des sociétés européennes. Nous avons tardé de notre côté, mais nous nous sommes réveillés. Bâtissons ensemble une Europe nouvelle ; une Europe démocratique, prospère, pacifique, digne de son histoire, de ses luttes et de son esprit. Résistez au totalitarisme des marchés qui menace de démanteler l'Europe en la transformant en Tiers-monde, qui monte les peuples européens les uns contre les autres, qui détruit notre continent en suscitant le retour du fascisme. »*

L'avertissement du musicien sonne assez juste et fort pour être entendu.

**Luc de GOUSTINE**

(1) <http://www.pauljorion.com/blog/?p=30752>

(2) <http://greekcrisisnow.blogspot.com>



SOMMAIRE : p.2 : Athènes et Rome - p.3 : Il va nous parler ! - p.4 : Grèce - La Chine sauvera-t-elle l'euro ? - p.5 : Un printemps méditerranéen ? - p.6/7 : La démocratie puritaine - p.8 : L'Histoire française en danger - Sionismes/antisionismes - p.9 : L'énigme du phénomène best-seller - p.10 : La Boucle - L'Algérie d'un siècle - p.11 : Action royaliste - p. 12 : Editorial : Des experts sont arrivés.

RÉDACTION-ADMINISTRATION  
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris  
Téléphone : 01.42.97.42.57  
Télécopie : 01.42.96.99.20  
Dir. publication : Yvan AUMONT  
Com. paritaire 0514 G 84801  
ISSN 0151-5772

## Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom : .....

Adresse : .....

Profession : ..... Date de naissance : .....

Adresse internet : .....

souscrit un abonnement de :

trois mois (20 €)     six mois (30 €)     un an (47 €)     soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

# Il va nous parler !

**C'est *Le Monde* qui a révélé la bouleversante nouvelle : Nicolas Sarkozy « veut parler à la France du non sur la crise de l'euro ». On sait même comment l'autocrate compte nous amiauler.**

C'est Arnaud Leparmentier (1) qui a exposé le plan de l'homme qui n'est pas en campagne mais qui n'en rate pas une pour embotteler quelques paquets d'électeurs avec d'autant plus d'acharnement et de cautèle que la moisson ne sera point trop abondante l'an prochain.

L'idée est tout simplement géniale, comme d'habitude. Après avoir sauvé le monde lors du sommet européen du 26 octobre, le supposé président veut « sauver l'euro en réconciliant la France du oui et la France du non, les gaullistes et les centristes ». On croyait avoir compris que l'euro avait été sauvé en même temps que le monde lors du sommet européen mais les embarras de l'Italie et de l'Espagne montrent que le **président-qui-protège** doit replonger ses mains dans le cambouis.

Mais, direz-vous, comment faire en sorte que les gaullistes, qui tiennent à l'État national, et les centristes, qui veulent l'État fédéral, décident tout à coup de se réunir, de s'embrasser et de déposer dans l'urne le nom du sortant ? C'est très simple : il suffit de dire à chacun ce qu'il a envie d'entendre. Tel est bien le sens de la confiance faite par un important anonyme qui a eu le privilège de prendre son petit-déjeuner à l'Élysée : « *Le président a testé ses idées sur nous, en évoquant une Europe confédérale élargie jusqu'à*

*35 membres et une zone euro plus intégrée, sur un mode intergouvernemental* ». Le projet de confédération réjouira les gaullistes, l'intégration de la zone euro comblera les centristes !

Bien entendu, les stratèges de l'Élysée n'imaginent pas une seconde que la phraséologie gaullienne puisse inquiéter les centristes et que le renforcement de l'euro puisse révolter les gaullistes. Il est probable que ces messieurs ont déjà chargé Henri Guaino d'écrire une nouvelle version de ses discours de 2007 et de trouver de nouvelles citations du général de Gaulle, de Charles Péguy et de quelques patriotes de gauche pour attraper les mouches gaullistes avec le vinaigre centriste.

Pendant ce temps, Nicolas Sarkozy aura tout le temps de préparer les abandons de souveraineté qu'exige la chancellerie allemande dans le domaine budgétaire. Tel est bien le sens profond des confidences rapportées par Arnaud Leparmentier : tandis que la mère tape-dur déclarait que l'Allemagne était « prête à abandonner un petit peu de souveraineté nationale » pour défendre l'euro, un proche de Nicolas Sarkozy confiait qu'« il faudra en échange un sacrifice politique majeur du côté français » - autrement dit un contrôle des budgets nationaux au niveau européen.

Comme les gaullistes lisent *Le Monde* aussi attentivement que nous, ils pourront immédiatement faire la dif-

férence entre les discours racleurs du candidat et les recettes fédéralistes qu'on mitonne à l'Élysée. Et les partisans du non au référendum de 2005 ne sauraient avoir oublié que c'est Angela Merkel et Nicolas Sarkozy qui ont repris, à quelques symboles près, les dispositions du *traité constitutionnel* dans un texte *simplifié* qui est devenu le **traité de Lisbonne**.

Comme les gaullistes, comme les socialistes patriotes et les communistes, nous nous souvenons que :

- la **charte des droits fondamentaux**, qui a force obligatoire, proclame dans son préambule la libre circulation des marchandises et des capitaux qui est la cause première de la crise dans laquelle nous sommes plongés ;

- le **principe de séparation des pouvoirs** est nié puisque la Commission assure le contrôle de légalité tout en assumant des tâches d'exécution - tandis que le Conseil des ministres exerce un rôle législatif conjointement avec le Parlement européen ;

- le **statut d'indépendance** de la Banque centrale européenne est confirmé par ce traité - chacun pouvant constater que cette indépendance aggrave considérablement la crise de la zone euro.

Si Nicolas Sarkozy veut s'adresser aux Français qui ont voté *non*, il faudra qu'il leur dise pourquoi il a nié l'expression du suffrage universel et imposé un nouveau traité qui soumet les nations européennes à des principes mortifères.

**Sylvie FERNOY**

(1) Le 17/11/2011 sur <http://elysee.blog.lemonde.fr/2011/11/17/sarkozy-veut-parler-a-la-france-du-non-sur-la-crise-de-leuro/>

## L'écho des blogs

**Les Verts français vont-ils se mettre à l'école allemande ?**

À Paris s'est tenu du 11 au 13 novembre le congrès des Verts d'Europe, l'occasion d'un échange d'expériences. Les Grünen ont beaucoup appris en collaborant avec le chancelier socialiste Gerhard Schröder. Ensemble, ils ont mis en place d'importantes réformes pour démanteler le système de protection sociale. Cette politique qui sert aujourd'hui de modèle au sarkozysme.

Pourtant, selon Alain Lipietz (1) « *Les Grünen voulaient obtenir de nous qu'on dise qu'il fallait revenir à un déficit de 3 % en 2013.* » Quelle audace ! Mais le 3 % dès 2013 n'est-ce pas l'engagement claironné par le candidat socialiste ? Nous aurions pu espérer que ce point serait âprement négocié entre Cécile Duflot et Martine Aubry (2). Ce ne fut pas le cas.

Quels bons conseils ont-ils reçus des Allemands ? Sur le soutien au peuple grec, le numéro un des Verts allemands Cem Özdemir est clair (3) « *On a laissé Papandréou bien seul. Nous ne l'avons pas assez soutenu. Cela aurait été dans notre intérêt d'envoyer, dès le début, un signal clair en disant : oui, la Grèce a besoin de réformes drastiques, avec des économies douloureuses.* » Un autre point du contrat de mandature signée entre le PS et EELV porte sur le fédéralisme (qui est génétiquement la marque des écologistes et sert d'internationalisme au PS). Avec l'art des phrases creuses « *Pour faire de l'Europe le moteur d'un sursaut de civilisation qui préserve la paix, le climat et l'emploi pour toutes et tous* », voilà l'ambition affichée.

Le conseil des Allemands pour aller vers plus de fédéralisme est-il celui d'un appel au référendum ? Écoutons Cem Özdemir : « *Non. Pas un nouveau traité. Mais nous avons besoin de modifications limitées du traité pour avoir des mécanismes de contrôle plus efficaces du respect des engagements pris, une politique budgétaire commune et une amélioration de la compétitivité des différentes économies.* »

François Hollande, notre possible Papandréou, peut compter sur un allié fidèle et les riches dormir tranquille.

F. E.

(1) <http://lipietz.net/>

(2) [http://www.lemonde.fr/politique/article/2011/11/16/les-principaux-points-de-l-accord-ps-eelv\\_1604266\\_823448.html](http://www.lemonde.fr/politique/article/2011/11/16/les-principaux-points-de-l-accord-ps-eelv_1604266_823448.html)

(3) [http://www.mediapart.fr/journal/international/131111/cem-ozdemir-il-faut-changer-les-traites-europeens?page\\_article=3](http://www.mediapart.fr/journal/international/131111/cem-ozdemir-il-faut-changer-les-traites-europeens?page_article=3) (accès payant).



## Grèce

**T**out faire pour que les Grecs acceptent de se serrer la ceinture... mais que nous puissions continuer à leur vendre des armes.

Les donneurs de leçons que sont la France et l'Allemagne étaient bien contents de vendre des armes à la Grèce et auraient semble-t-il envie que cela continue.

On pouvait lire dans un grand quotidien du soir que la France s'approprierait à fournir en stock-option des frégates à la Grèce. Celle-ci aurait cinq ans pour en concrétiser l'achat et pouvoir ainsi les garder. Ce serait sa récompense si pendant cinq ans elle avait bien suivi nos conseils et pu d'abord rembourser sa dette. Dans le cas contraire, elle devrait nous les rendre. À condition qu'il ne leur soit pas arrivé malheur entre temps, car qu'est-ce qui peut susciter un besoin impérieux de ces frégates, si ce n'est l'éventualité d'un conflit avec les Turcs pour le partage du pétrole entre les deux parties de Chypre ?

Thyssen, notre rival allemand en frégates, mais qui n'a pas envie de nous suivre sur ce terrain, proteste néanmoins contre nos méthodes commerciales.

C'est vrai qu'elles sont assez innovantes. Si c'est pour ne pas créer de chômage dans nos chantiers navals que nous avons imaginé pour les Grecs ce type de contrat, pourquoi ne pas transposer cette idée chez nous et, pour aider le secteur du bâtiment, construire et donner des logements aux SDF et aux mal logés, que ceux-ci pourraient ne payer que dans cinq ans, lorsque les réformes en cours ou à venir auraient apporté à tous la prospérité promise ?

Paul VINCENT

## La Chine sauvera-t-elle l'euro ?

**La chancelière Merkel et son sherpa espèrent l'aide chinoise pour sauver leur euro. Un appel au financement du fond européen de stabilité financière a été lancé par le politburo franco-allemand.**

**L'**Allemagne s'est fixée une limite à sa propre contribution financière. S'agit-il d'un simple appel à la solidarité pour sauver l'économie mondiale comme elle le prétend ? N'y aurait-il pas des intérêts inavoués tant du côté chinois que du côté européen et surtout allemand à solliciter cette manne extérieure à l'Europe ?

Réunis à l'initiative d'**Arrêt sur images** (1), Marie Holzman, Jean-Michel Quatrepoint, Jean-Luc Domenach et Pierre Haski, quatre fins connaisseurs de la Chine, apportent un début de réponse.

**Première interrogation**, qui a besoin le plus de l'autre, la Chine ou l'Europe ? Le marché européen est essentiel dans le commerce extérieur chinois. C'est son premier débouché avec 282 milliards de dollars US - devant les États-Unis - soit plus de 20 % du total de ses exportations. À l'inverse chacun des 27 pays de l'Union européenne conduit sa propre stratégie exportatrice vers la Chine et la valeur totale exportée est de 113 milliards de dollars US (données 2010). C'est donc une balance commerciale très déséquilibrée à l'avantage de la Chine.

**Comment se présentent ces échanges ?** L'Allemagne vend à la Chine sa production de haut de gamme, les marques automobiles sont très présentes mais elles se refusent,

comme le font de nombreux industriels allemands, à transférer les technologies les plus développées. Elles se protègent et assurent leur survie. Les Chinois sont en effet dénoncés au sein de l'OMC pour leur non-respect des droits de la propriété intellectuelle. Il s'agit d'un enjeu majeur pour défendre nos industries. A contrario la France, et c'est criminel, utilise le transfert de technologies (y compris dans le nucléaire !) comme argument commercial et se trouve ainsi rapidement concurrencée en Chine et... sur les autres marchés. Comme la France, l'Allemagne doit importer pour les marques de distributeur sur le segment des marchandises à *bas prix*. Objectif : compenser l'impact de la politique de modération salariale par une offre aux consommateurs de produits médiocres, voire dangereux.

La Chine trouve dans l'Europe un autre élément positif : la garantie d'un euro fort et stable qui est imposée par les Allemands. Une assurance que n'offrent pas les États-Unis. Dans ces conditions, la Chine a effectivement besoin de l'Europe et principalement de l'Allemagne. Mais, comme nous le voyons, il y a une asymétrie d'intérêts. D'où l'importance de la deuxième interrogation :

**Les Chinois obtiendront-ils des contreparties et lesquelles ?** Ils ont deux objectifs :

être reconnu par l'OMC comme économie de marché et obtenir la levée de l'embargo sur l'achat d'équipements militaires, décidé par l'Union européenne depuis la répression des manifestations de *Tian'anmen*. En 2001, la Chine a accepté un statut d'économie de transition lors de sa signature du protocole d'accession à l'*Organisation Mondiale du Commerce*. Elle devrait obtenir celui d'économie de marché en 2016. Mais le plus tôt serait le mieux. C'est pour elle l'occasion de tester les capacités de résistance des pays européens. L'enjeu est de taille car il s'agit de supprimer les mesures qui visent à empêcher la Chine de procéder au dumping de ses produits sur le marché mondial en dessous des coûts de production.

Il n'est pas sans intérêt de savoir que la baronne Ashton avait bataillé en commission pour la levée de l'embargo sur les ventes d'armes à la Chine. Il est probable que la présidence chinoise en fera son autre objectif et qu'elle obtiendra des soutiens dans l'Union européenne. Que fera la France qui a d'importants intérêts sur ce marché à la différence des Allemands ? Comme nous le voyons l'aide chinoise ne peut pas être sans conséquence pour notre avenir ! Autre sujet : les droits de l'homme et la démocratie, seront-ils mis en discussion ? En tout cas nos médias en parleront...

François ENNAT

(1) <http://www.arretsurimages.net/contenu.php?id=4440>

# Un printemps méditerranéen ?

**Papandréou, Berlusconi, Zapatero, sur une rive, Ben Ali, Moubarak et Kadhafi sur l'autre rive : l'année 2011 restera l'année du changement en Méditerranée.**

**D**émocratiques au nord ou autoritaires au sud, ce sont des régimes politiques arrivés à épuisement qui sont sanctionnés par les populations du pourtour méditerranéen. Ailleurs, les régimes tiennent bon : dans l'Europe du nord, germanique, dans la péninsule arabe, émirale, où les vertus d'ordre et de discipline passent mieux. Pourquoi cette particularité méditerranéenne (qui s'étend aussi à la côte syrienne, la résistance et la dangerosité du régime syrien pouvant s'expliquer par la dualité de cultures, levantine et bédouine) ? On peut l'expliquer par des caractères communs aux deux bords que sont la force des sociétés civiles, l'importance des classes moyennes (on disait hier *bourgeoisie*), l'ancienne urbanisation, les structures familiales, et pourquoi pas la prégnance de la civilisation gréco-latine, même sous l'arabisme, qui leur confèrent un esprit de plus grande autonomie, sinon d'indépendance, au nord comme au sud.

On pourrait donc imaginer à partir de ces prémisses un avenir plus partagé. Hélas, ce ne semble pas être le sens de l'évolution. Les changements au nord comme au sud tendent en effet à aligner au contraire les nouveaux régimes ou les successeurs sur les centres de pouvoir éloignés, qui sont, comme on l'a dit et pour faire court, germanique et arabe. Athènes, Rome et Madrid ont été rappelés à l'ordre et doi-

vent rentrer dans la discipline définie à Francfort (et à Berlin). Tunis, Le Caire et Tripoli donnent tout naturellement la meilleure place aux influences téléguidées depuis Doha et Riyad, ces deux étant rivaux quoique sur une ligne traditionaliste, la première se voulant plus moderne (Al Jazirah et tous ses relais) que la seconde. Les uns et les autres sont donc conduits à devenir moins *méditerranéens* de tempérament, de comportement, d'alignement.

Pour la France, ce n'est pas une bonne nouvelle. Une Europe méridionale, selon toute vraisemblance entièrement gouvernée à droite, après les élections espagnoles puis celles du prochain printemps en Italie et en Grèce, soit directement soit par le biais d'unions nationales, la priverait de contreponds, même en cas de succès de Sarkozy, a fortiori en cas de victoire de la gauche. Elle laisserait Paris seul à seul face aux Allemands, donc en position de nette infériorité.

Pour une fois, le débat n'est pas entre des plus ou des moins affidés de Washington. Papandréou, Berlusconi et Zapatero furent *bushistes* lors de la guerre contre l'Irak. Leurs successeurs ne le seraient peut-être pas moins, mais, en toute occurrence, ce n'est plus le problème. Même si un Mario Monti par exemple peut se réclamer de Goldman Sachs, comme une Christine Lagarde de Baker&Mackenzie, ce sont

des parcours individuels. Les enjeux ne tournent pas autour de la banque américaine et du dollar mais de la banque allemande et de l'euro.

Pour la gestion des crises en Méditerranée, les États-Unis ont clairement fait comprendre aux Européens qu'elle ne les concernait pas au premier chef. Washington se réserve de garantir les *centres* situés plus à l'est, commanditaires, donneurs d'ordres, mais de gérer les périphéries (ou les satellites) au jour le jour. Or c'est paradoxalement le moment où les Européens ont tendance à se replier sur leurs propres problèmes et à prendre des positions plus défensives par rapport au nouvel islamisme qui irradiera au sud, avec ses conséquences encore incertaines parmi les musulmans européens.

Seuls deux pays échappent pour le moment à cette évolution, situés aux deux extrémités du lac méditerranéen : l'Algérie et la Turquie, qui apparaissent tout à coup plus européens que tous leurs voisins, plus laïques, plus divers, avec le poids particulier de l'armée. Ils sont appelés à jouer un rôle pivot tandis que la Méditerranée va basculer sur ses deux axes nord et sud. Dans ce mouvement délicat, il est essentiel que les pivots aux extrémités ne cèdent pas. La logique serait qu'Alger et Ankara deviennent, contrairement à la situation présente, des partenaires privilégiés de Paris et si possible de l'ensemble de l'Europe.

Yves LA MARCK

## BRÈVES

♦ **ALBANIE** – Le roi Leka 1<sup>er</sup> a été transporté d'urgence au Centre hospitalier universitaire Mère Tereza, à Tirana, pour de très sérieux problèmes cardiaques et pulmonaires. Le président de la République Bamir Topi et le Premier ministre Sali Berisha se sont successivement rendus à son chevet. A l'issue de sa visite le Premier ministre a déclaré qu'il avait pu avoir un bref entretien avec le roi et que celui-ci était optimiste, ajoutant que son gouvernement et lui-même formaient des vœux pour sa santé et souhaitaient que le roi puisse reprendre rapidement ses activités.

♦ **BHOUTAN** – Le roi du Bhoutan, Jigme Khesar Namgyel Wangchuck, et sa femme, Jetsun Pema, ont effectué une visite d'État de six jours au Japon. C'est le premier chef d'État à se rendre au Japon en visite officielle depuis le tsunami du 11 mars dernier. Ils ont été accueillis par le prince héritier Naruhito, l'empereur Akihito étant toujours hospitalisé pour des problèmes pulmonaires. Au cours de son séjour le roi a été reçu à la Diète et invité à y faire un discours devant les parlementaires. Évoquant la catastrophe, le roi leur a dit : « *Vous avez montré les vraies qualités du Japon et de son peuple. Ce qui aurait brisé les autres nations et provoqué l'anarchie, le chaos et les lamentations - a été accueilli par le peuple japonais avec dignité, confiance, discipline et force du cœur, et cela même dans les pires circonstances.* » Le couple royal s'est également rendu dans les régions sinistrées. À Soma près de Fukushima il a visité des écoles accueillant des orphelins. A l'issue de son séjour le roi a fait un don d'un million de dollars en faveur des victimes.

♦ **SWAZILAND** – L'évêque anglican Mgr Meshack Mabuza a appelé le roi Mswati III à abandonner le pouvoir politique en faveur d'un gouvernement démocratique. Le roi, au pouvoir depuis 1986, est l'objet de critiques virulentes en raison notamment des dépenses somptuaires de la famille royale, de l'interdiction des partis politiques et de la situation financière catastrophique dans laquelle se trouve le pays. Néanmoins les analystes disent que la monarchie commande toujours le respect de la plupart des Swazis traditionnels.

♦ **BURUNDI** – A la veille du 50<sup>e</sup> anniversaire du pays, qu'elles désiraient placer sous le signe de la réconciliation nationale, les autorités voudraient offrir une sépulture décente au dernier roi du Burundi, Ntare V, fusillé en 1972 et jeté dans une fosse commune. C'est le professeur Jean-Jacques Cassiman du centre génétique de l'Université de Louvain qui a été chargé de mener les analyses ADN pour identifier le corps du souverain.

# La démocratie puritaine

**L**e mouvement des indignés, parti d'Espagne au mois de mai, n'envisage la politique que comme l'expression d'un consensus issu de la culture libertaire et des mouvements altermondialistes. C'est ce qu'expliquent deux ouvrages récents publiés outre-Pyrénées, qui montrent aussi que les batailles menées ne peuvent donc être que des guerillas, certes pacifiques mais aux succès limités.

Il nédit depuis la transition démocratique espagnole des années 1970, le mouvement social d'ampleur observé chez nos voisins depuis le printemps dernier suscite bien des interrogations et a déjà donné lieu à de nombreuses publications, malheureusement non encore traduites. Les deux plus récentes, et les plus pertinentes, tentent d'expliquer la genèse d'un processus en marge des organes de la contestation sociale. (1)

Dans le contexte de la crise économique et d'une alternance politique qui risque de décevoir, on doit d'abord constater le hors-jeu des structures traditionnelles de la contestation, qu'il s'agisse du milieu associatif, comme les ONG, des syndicats ou des partis. Deux auteurs espagnols, l'un professeur en sciences politiques à l'université autonome de Madrid, l'autre jeune journaliste, dressent avec ironie - peut-être pour combattre le désespoir - un bilan à mi-course de la récession économique et de la descente aux enfers de leur pays.

Une amie espagnole de l'auteur de ces lignes exprimait récemment l'idée que ses compatriotes vivent un cauchemar, qui les voit ouvrir toutes les portes, une à une, le long d'un interminable couloir, derrière lesquelles on ne se trouve que le vide... Curieuse génération de dirigeants

politiques que celle à l'origine de cette absence de perspective, ayant bizarrement « *accepté de mourir* » pour l'ultra-libéralisme, comme le dit Carlos Taibo, le professeur de sciences politiques. (2) Sa réflexion, fondée sur l'analyse des cadres traditionnels du jeu politique, semble permettre - enfin ! - l'éclosion d'un véritable espace public européen, autre que celui délimité par des médias acquis à la pensée ultra-libérale plus prompts à ressusciter les réflexes de l'Agence Tass qu'à présenter les nouveaux enjeux politiques. Modestement, l'auteur reconnaît ne pouvoir décrire correctement que les événements qu'il a pu suivre lui-même, à Madrid, à la *Puerta del Sol*.

## Alter mondialisme

Les campements ont aujourd'hui disparu et seules des assemblées se réunissent de temps à autre dans la rue. Mais les marches n'ont cependant pas cessé, et notre observateur nous apprend que *le mouvement du 15 mai*, comme on l'appelle aussi en Espagne est sociologiquement solide. Il est né à la convergence de différentes évolutions. Premièrement, l'accroissement du nombre de jeunes chômeurs victimes de la crise économique et ayant le temps de camper et de participer aux délibérations d'interminables assemblées populaires - ce n'est pas leur en faire le reproche que de le dire.

Deuxièmement, les défilés traditionnels des militants des mouvements révolutionnaires de la « *gauche de toujours* ». Et troisièmement, la percée de ce que l'auteur appelle des « *activistes de mouvements sociaux alternatifs* », sorte de sous-prolétariat non organisé que l'extrême gauche a coutume de mépriser, mais qui est en gestation depuis plusieurs années.

C'est bien la convergence de ces trois mouvements qui expliquerait le succès immense des rassemblements dans les rues espagnoles et dans celles d'autres démocraties. Carlos Taibo constate d'ailleurs que la recherche de l'unanimité - le vote à la majorité ne pouvant constituer qu'un ultime recours -, au sein des assemblées populaires est directement emprunté au triptyque libertaire pour lequel il avoue ressentir une tendresse particulière : « *union, action, autogestion* ». On pourrait objecter que ce fonctionnement est aussi la marque du toujours vivant anarcho-syndicalisme espagnol. Quoi qu'il en soit, on peut convenir avec le professeur madrilène de l'installation, pour longtemps dans le paysage politique, de nouveaux *espaces d'autonomies*.

Ainsi les rues se remplirent-elles de gens « *lassés d'être devenus invisibles* », selon la belle formule de Daniel Serrano. En quelques jours, à partir du 15 mai 2011, ce ne sont en effet pas moins d'une quarantaine de villes espagnoles qui ont été conquises par le mouvement. La vague du *printemps arabe*, la pensée de Stéphane Hessel ou le *Manifeste des économistes atterrés* - toujours très lu - n'ont été au mieux que des catalyseurs dont il convient de relativiser l'importance. Car c'est l'émergence du mouvement altermondialiste, depuis une quinzaine d'années, qui retient aussi



toute l'attention du jeune journaliste, avouant, lui, avoir plutôt été nourri au biberon du marxisme et de la révolution.

Serrano se sent pourtant contraint de rappeler les moments fondateurs que furent la contestation du G7 de Seattle, en 1997, puis la tenue du *Forum Social* de Porto Alegre, au Brésil, ou les succès des initiatives d'ATTAC pour l'imposition des transactions financières. En Espagne durant cette période - nous fait surnoiseusement remarquer l'auteur - un gouvernement socialiste faisait adopter la première loi sur le travail précaire, dans la droite ligne de la troisième voie de Tony Blair qui acceptait la soumission définitive aux lois du marché globalisé.

## Avant-garde

Concernant l'aspect massif et transnational des manifestations, toujours selon notre auteur, les grandes manifestations contre la guerre en Irak peuvent être considérées comme des précédents notables. Les grands mouvements de contestation spontanés, que nous risquons de vivre à nouveau au gré des coups donnés par les politiques d'austérité, s'ancrent dans ce qui est donc désormais aussi une tradition. En Espagne, un exemple spécifique est le succès, au lendemain des attentats de Madrid de 2004, des rassemblements de citoyens descendants dans la rue pour s'indigner de ce qui apparaissait alors comme des tentatives de manipulations du gouvernement Aznar dans la recherche des responsables des attentats : bien avant les réseaux sociaux, les SMS et les téléphones portables avaient fait leur œuvre. Daniel Serrano rappelle la passion des Espagnols pour le soulèvement populaire, eux qui ont inventé la *guerrilla*, la *petite guerre* contre les troupes de Napoléon, à partir de 1808.

Nos deux auteurs divergent cependant sur quelques points. Le jeune journaliste pétri de culture marxiste rappelle, non sans ironie mais avec esprit de provocation, quelques vieux principes léninistes qui devraient aujourd'hui faire réfléchir les **indignés** : la nécessité absolue de lancer une *avant-garde* car, « *en dehors du pouvoir, tout n'est qu'illusion !* » C'est que la grille de lecture révolutionnaire peut être un bon aiguillon, alors que les foules submergent les rues.

Dans les villes ou les quartiers, la tenue d'assemblées populaires souveraines, refusant toute notion d'État, a de quoi surprendre les esprits les plus politisés. Tout au plus accepte-t-on les propositions de commissions de travail thématiques. Aussi Daniel Serrano n'hésite pas à dénoncer le *ridicule* des campements et de ce type d'assemblées, qui disparaissent, en toute logique, après avoir tourné dans



### ■ Un exemple de mobilisation réussie : celle des indignés de Séville pour le logement, en octobre dernier.

le vide... et découragé les plus volontaires. Il faut convenir avec le journaliste que le mouvement des *indignés* est bien la victime d'un « *concept néo puritain de la démocratie* ».

Dans la lignée du sociologue états-unien Tony Judt, Serrano signale avec justesse que cette nouvelle culture découle d'un idéal post-soixante-huitard fourvoyé par « *le plus féroce des capitalismes* », la recherche du consensus étant la plupart du temps paralysée par la résistance des individualismes au sein d'une société « *fragmentée en intérêts différenciés* », et où l'idée de la tolérance est seulement perçue comme un « *relativisme qui empêche toute confrontation réelle* ». Se rapportant à l'exemple français, le journaliste ne manque pas de faire la jonction avec le naufrage libéral-libertaire de la génération Cohn-Bendit.

## Reconstruction

Ces réflexions sont décisives, mais la difficulté à faire parler la rue, que l'on retrouve aussi à Paris - intimidations policières aidant ! - ne doit pas laisser penser que le mouvement des *indignés* sera sans lendemain. Le mouvement, en Espagne, chez nous et ailleurs, peut se targuer de quelques succès. Outre-Pyrénées, les actions concrètes en faveur de la défense des ménages insolubles expulsés de leurs logements constituent des succès, même si elles s'appuient aussi sur une forte tradition de solidarités de quartiers, qu'on a du mal à retrouver dans d'autres pays. Cela pose d'ailleurs la question du relais du mouvement dans le

monde rural. La question de la protection des familles expulsées a fait l'objet de propositions dans les programmes de tous les partis politiques espagnols.

Dans l'assemblée de Madrid, cependant, un embryon de programme plus général n'a jamais pu dépasser le stade de la réflexion, pour la réforme du système électoral, la lutte contre la corruption, le renforcement de la séparation des pouvoirs et le contrôle des responsables politiques. Le succès de ce programme n'a été que médiatique, comme le sont aujourd'hui les manifestations sur l'esplanade de La Défense, à Wall Street ou sur les marches de la cathédrale Saint-Paul. Il est donc fort à parier que l'indignation ne sera donc plus vaine le jour où elle aura trouvé d'autres relais, au sein de nos démocraties. À cet égard, avec le mouvement des *indignés*, c'est aussi l'Europe qui se reconstruit.

David NOVARRO

(1) Carlos Taibo - « *El 15-M en sesentas preguntas* » [Le mouvement du 15 mai en soixante questions], Madrid, Libros de la Catarata, 2011.

Daniel Serrano - « *Papacuentameotravez. Apuntes sobre una revolución que contar a nuestros hijos* » [Papa, raconte-moi encore. Notes sur une révolution qu'il faudra raconter à nos enfants], Barcelone, Éd. Planeta, 2011.

(2) cf. « *Le syndrome Zapatero* », *Royaliste* n° 991, pp. 6-7. Voir sur le site Archives royalistes : <http://archivesroyalistes.org/Espagne-le-syndrome-Zapatero.html>

## L'Histoire française en danger

**Au siècle dernier, l'Histoire française faisait preuve d'un magnifique dynamisme et nos historiens étaient discutés dans le monde entier. Ce n'est plus vrai.**

L'ouvrage de Jean-François Sirinelli (1) fera très mal aux lecteurs qui n'appartiennent pas au milieu scientifique : la plupart n'ont pas vu venir le danger et ignorent les difficultés dans lesquelles se débat la recherche française. Il est vrai que l'amateur d'histoire continue de vivre dans son paysage familial, riche d'ouvrages passionnants qui trouvent peu ou prou leur public.

Mais si l'on s'approche des chercheurs, le tableau devient très sombre. Terriblement précis, Jean-François Sirinelli compare le *X<sup>e</sup> congrès international des sciences historiques*, tenu à Rome en 1955, et le *XX<sup>e</sup> congrès* qui eut lieu en 2005 à Sydney. Au siècle dernier, la science française rayonne et son avenir semble assuré. Cinquante ans plus tard, « *les Français (...) sont moins d'une trentaine et, surtout, les sessions qu'ils animent n'attirent guère d'auditeurs fournis, comme si ce faible nombre s'accompagnait de facto d'une sorte de mise en quarantaine* ». Ce n'est pas un effondrement - l'histoire française reste féconde - mais un *déphasage progressif* dont il faut connaître les causes :

D'abord, les nouvelles générations d'historiens étrangers n'apprennent plus notre langue alors que le français est théoriquement à égalité avec l'anglais dans les colloques internationaux. D'aucuns en concluent que les chercheurs

français doivent devenir bilingues. Jean-François Sirinelli objecte avec raison que « *les œuvres marquantes de l'historiographie française perdraient en force de frappe intellectuelle ce qu'elles gagneraient en force de pénétration dans une sorte de koiné [langue commune] fondée sur une langue anglaise lessivée par des usages trop disparates* ». La défense de la francophonie doit s'accompagner d'une politique de la traduction. Mais cela ne suffira pas.

La marginalisation tient aussi aux nouvelles conditions de la production et de la circulation des travaux scientifiques qui dépendent de plus en plus de la **mise en réseau** et du financement des travaux. Or la recherche française est menacée de l'intérieur par la frénésie d'évaluation qui utilise des critères destructeurs : si un livre est l'équivalent d'un ou deux articles, si le nombre de citations est jugé supérieur à la qualité du débat, à quoi bon se lancer dans une publication lourde ? Et comme les postes se font rares, la recherche s'appauvrit et le désert croît.

Qui, parmi les politiques, aura l'intelligence de redonner aux chercheurs les moyens de faire leur œuvre et de la faire connaître ?

**Annette DELRANCK**

📖 (1) Jean-François Sirinelli - « *L'Histoire est-elle encore française ?* », éd. CNRS, 2011, prix franco : 6 €. [Achat immédiat](#)

## Sionismes/antisémitismes

**À nouveau, comme tant de fois dans son histoire, Israël s'interroge sur son avenir.**

Après avoir cru le problème juif résolu par le retour à Sion, par l'admission d'Israël parmi les Nations et par la sécurité d'un État juif fort, voici que les certitudes s'estompent une à une face à l'antisémitisme de l'opinion mondiale, l'hostilité des Nations Unies, la menace nucléaire iranienne.

C'est le moment de revenir aux principes, aux origines : le sionisme peut-il apporter des réponses aux problèmes qu'il aurait lui-même engendrés ? Est-il capable de rebondir, est-il en d'autres termes une idéologie durable ou ne fut-ce qu'un moment transitoire dans l'histoire des idées ?

La revue *Cités* (1) d'Yves-Charles Zarka s'y efforce dans sa dernière livraison. Mais c'est ouvrir la boîte de Pandore : qu'était le sionisme originel ? On en compte deux, l'un de droite, l'autre de gauche, bientôt trois, si on les croise avec la division laïque/religieuse, en réalité autant de sionismes que de sionistes et d'antisémitistes. Mais si le ou les sionismes d'aujourd'hui ne sont plus que des réponses aux antisémitismes ambiants, un anti-antisémitisme (Elhanan Yakira), c'est qu'il est déjà trop tard. Ce n'est pas ainsi qu'on le ressuscitera ni que l'État d'Israël retrouvera sa légitimité perdue.

Autre approche : le sionisme n'appartient-il qu'au peuple juif ? Peut-il être partagé par les *gentils*, les *goyim*, en retrouvant des affinités communes ? Par exemple, le **nationalisme**, qui a irrigué la

version Jabotinsky, l'autre père fondateur du mouvement sioniste, largement ignoré chez nous, animateur de la Légion Juive pendant la Première Guerre mondiale au sein de l'armée britannique, inspirateur du mouvement *Beitar* de résistance juive du futur Premier ministre Begin, un homme hors normes dont on vient d'éditer pour la première fois en français l'autobiographie (2) qui couvre les années 1880-1920 ; le **catholicisme**, qui, parti de zéro, a déjà fait un long chemin dans la compréhension du sionisme mais qui n'est pas encore parvenu à un véritable accord, comme en témoigne Antoine Guggenheim dans ce numéro de *Cités* ; le **mondialisme** au sein de la diaspora avec une forme d'internationalisme non repenti qu'illustre Alexandre Adler (3), lequel se revendique de Spinoza dans une sorte de confession également autobiographique - de la guerre d'Espagne à la guerre d'Irak - intitulée **le peuple-monde**.

Si en effet le sionisme ne peut être l'affaire de tous et de chacun, est-il encore l'accomplissement des promesses faites au peuple juif ?

**Dominique DECHERF**

📖 (1) *Cités*, no 47-48, « *Sionismes/Antisémitismes* », PUF, 2011, prix franco : 27 €. [Achat immédiat](#)

📖 (2) Vladimir Zeev Jabotinsky - « *Histoire de ma vie* », Ed. Les Provinciales, prix franco : 22 €. [Achat immédiat](#)

📖 (3) Alexandre Adler - « *Le peuple-monde, destins d'Israël* », Albin Michel, prix franco : 18 €. [Achat immédiat](#)



# L'énigme du phénomène best-seller

**E**n marge de ses cours d'universitaire, spécialiste d'histoire du droit, Frédéric Rouvillois nous a habitués depuis quelques années à de singulières et même divertissantes excursions. Se distrait-il de ses recherches plus austères, telle celle sur les origines de la pensée totalitaire que nous avons présentée ici même ? (1) C'est bien possible, mais on aurait tort de prendre cet autre genre de travail pour subalterne. À côté de la question des institutions, il y a le champ inépuisable de la vie avec ses bizarreries, ses curiosités qui nous enseignent sur l'imprévisibilité de notre commune nature. Après la politesse, le snobisme et l'imposture le voilà plongé dans l'histoire des *best-sellers* (2). Qu'on ne croie surtout pas à une philippique de moraliste outré de ce qu'il a pu observer dans les coulisses de l'industrie littéraire ! L'essayiste se retient de trop juger, il tente d'abord d'attraper le phénomène par tous les bouts, parce que sa caractéristique première pourrait bien être de déconcerter. Un auteur ne naît pas nécessairement destiné aux tirages exceptionnels. Il est arrivé bien souvent que le succès surgisse dans la plus extrême obscurité, avec brusquement le couronnement inattendu d'une chance inespérée. Bien sûr, depuis le dix-neuvième siècle, l'édition est devenue une fabrique performante, à l'instar des autres industries propulsées par la technique et le marché. Mais s'il est vrai qu'il y a désormais un *management* éditorial perfectionné, il faudra toujours une étincelle de talent, voire de génie pour que soit possible la promotion du best-seller.

On retiendra la formule de Frédéric Rouvillois, parce qu'elle concentre l'ensemble des données paradoxales du phénomène : « *Le best-seller se situe aussi au croisement de la technique et de la magie, du miracle et de l'industrie lourde. Et c'est précisément cette position incertaine, c'est l'irréductible imprévisibilité de ce qui ne saurait être un produit comme les autres, qui fait une grande part de la fascination qu'il suscite.* » Les conditions techniques, financières, commerciales ont bien changé depuis *La case de l'oncle Tom* au milieu du dix-neuvième siècle et même depuis *Autant en emporte le vent* au début du vingtième siècle, il n'empêche que les productions contemporaines de Dan Brown et de J. K. Rowling participent d'une commune équation personnelle. Le *Da Vinci Code* et *Harry Potter* ont d'abord été enfantés par des écrivains incontestablement doués, comme l'étaient Harriet Beecher Stowe et Margaret Michell. Et ils avaient tous en commun le don de création d'un mythe capable de séduire et captiver des millions de lecteurs, répandus dans les pays les plus divers. Ce qu'il y a d'inattendu et de miraculeux dans leur talent tient en cette correspondance mystérieuse avec un improbable public qui va prendre forme dans un effet magique de contagion. J'ai observé cela avec mes propres enfants, médusé que j'étais

par une empathie que je ne partageais absolument pas, à propos d'*Harry Potter* et même du *Seigneur des anneaux* !

Le cas de Margaret Mitchell est d'autant plus intéressant à étudier qu'à l'origine *Autant en emporte le vent* demeure à l'état de manuscrit laissé en déshérence et débusqué à la suite d'un concours de circonstance. Mais cela ne peut cacher la mutation fondamentale accomplie avec la *bestsellerisation du système éditorial*, qui selon l'historien Pierre Nora, est liée à l'apparition de la culture de masse. On est obligé de parler d'un changement de paradigme littéraire. Au XVII<sup>e</sup> siècle, Boileau considérait que le succès couronnait le degré de génie d'un écrivain, au XX<sup>e</sup> siècle, Louis-Ferdinand Céline assène qu'un succès *est toujours de mauvaise qualité*. Ce qui constitue sans doute une exagération, mais justifiée en partie par la programmation très organisée et la promotion des produits éditoriaux.

Par ailleurs, il faut aussi considérer que la production industrielle déborde très largement le domaine de la littérature. C'est toujours évidemment la *Bible* qui se trouve, et de très loin, en tête de tous les best-sellers. Mais elle est suivie par le fameux petit livre rouge de Mao, qui fut un des vecteurs de la propagande totalitaire, jusqu'à impressionner des intellectuels occidentaux. Stalinisme et nazisme se sont distingués par la diffusion massive des œuvres des principaux dirigeants dans toutes les couches populaires. A posteriori, on s'interroge sur le nombre effectif des lecteurs d'œuvres qui nous semblent aujourd'hui illisibles. Dans le cadre des sociétés libérales *ouvertes*, la question se pose différemment, avec des critères qui ne correspondent pas forcément aux exigences d'une vraie culture. Ainsi, Frédéric Rouvillois met en évidence toute cette littérature de confort où se distinguent les *bréviaires du mince* qui alimentent sans cesse un commerce florissant.

par Gérard Leclerc



En achevant l'essai très documenté de notre chercheur, on ne peut qu'approuver son dessein qui nous permet de comprendre quelques coordonnées de notre vie sociale et de nos réseaux culturels. On acquiesce à son constat d'une *persistance du miracle* supérieur à tout *management* de l'activité d'écrire. On ne s'en inquiète pas moins d'une commercialisation extrême, celle qui aboutit à transférer les livres des librairies aux supermarchés. Néanmoins, on fait des vœux pour la perpétuation d'une pensée libre et d'une primauté de l'esprit. Fort heureusement, il reste l'espace considérable dévolu aux ouvrages sérieux, à l'efflorescence d'une vie littéraire, celle qui laisse leur chance chaque année à des centaines de nouveaux romanciers et essayistes. La plupart des écrivains majeurs n'ont jamais atteint les tirages de Dan Brown. Cela ne les empêche pas d'incarner toujours l'avenir de l'intelligence en ouvrant sans cesse les voies royales de l'imagination, de la poésie, de la philosophie, de tout ce qui donne sens et goût à l'existence. Si les best-sellers y contribuent, tant mieux, mais ce sera toujours dans le concert de toutes les voix.

📖 (1) « *L'invention du progrès, aux origines de la pensée totalitaire* », *Royaliste* n° 986, page 9. Voir le site Archives royalistes : <http://archivesroyalistes.org/Pour-une-revolution-fiscale.html>

📖 (2) Frédéric Rouvillois - « *Une histoire des best-sellers* », Flammarion, prix franco : 21 €. [Achat immédiat](#)

## La Boucle

C'est devenu un lieu commun que d'écrire que depuis sa création le Tour de France est une légende nationale. Une épopée estivale rassemblant le plus grand nombre. Et pourtant...

Dans cette superbe B. D. Nicolas Debon retrace le Tour 1910 dont on raconte qu'il fut l'un des plus mémorables. Au fil des planches, on le croit volontiers.

Marqué par l'amicale mais néanmoins tenace rivalité opposant Lapize à Faber les étapes se succèdent tels les chapitres d'un roman d'aventure. La pluie, le vent ou la canicule écrasent les concurrents au gré des jours imprimant chaque étape d'une identité propre. Les organismes souffrent et se diluent dans l'effort. Chaque instant de gloire éphémère se mérite. Et pour la première fois de l'épreuve voici le Tourmalet. Le terrible Tourmalet, monstre qu'il faut gravir. Et ils le gravirent. En cette année on dit qu'il y avait des ours. Fort heureusement les coureurs n'en virent point. Ils virent peut-être autre chose, cette minute unique où le dépassement de soi un instant, un instant seulement, leur donna accès à l'Olympe.

Nicolas Debon, habité par ce sujet, opte pour un dessin au pinceau. Et quel dessin, lumineux ou sombre, il incarne chaque péripétie ou chaque émotion. On entre dans le peloton et on vibre de ses ondulations.

En attendant le Tour 2012, promenez-vous dans le Tour 1910 et rêvez avec les anges sur deux roues.

**Bruno DIAZ**

📖 Nicolas Debon - « *Le Tour des géants* », Dargaud, prix franco : 18 €. [Achat immédiat](#)

## L'égérie d'un siècle

### Une comtesse russe, convertie à la mystique catholique, enfanta une grande partie de l'intelligentsia du XIX<sup>e</sup> siècle.

Sophie Swetchine (1782-1858) fut la bonne fée des intellectuels, hommes politiques, artistes, mais aussi - catégorie plus singulière - des restaurateurs d'ordres religieux qui eurent la chance de fréquenter son salon ou d'entretenir avec elle une correspondance.

Épouse du gouverneur militaire de Saint-Petersbourg, Sophie Swetchine, née Soymonov est une jeune femme à la conversation brillante et aux songeries romantiques. Elle parle six langues et pratique le latin, l'hébreu et le grec mieux que le point de croix ou la cuisson des macarons. À la suite d'un coup d'État, son mari choisit l'exil en France.

Elle résiste de moins en moins à l'influence de Joseph de Maistre qui lui expose le génie du catholicisme. Le dialogue entre la foi et la raison la déroute puis la séduit. Des jésuites, qu'elle a connu immigrés en Russie après la Révolution française, l'accompagnent. Son ami le jeune prince Jean Gagarine entre dans la Compagnie de Jésus. Elle se convertit au catholicisme. Elle lit saint Augustin et les mystiques grecs. Dans son salon que jouxte une chapelle privée consacrée par l'archevêque de Paris, elle attire la fine fleur de l'intelligentsia catholique, les artistes, les scientifiques - Ampère, Cuvier -, les sociologues - Tocqueville - le parti catholique libéral et quelques saints - la sœur Rosalie Rendu et Frédéric Ozanam. Elle

complète leur apostolat de la miséricorde par sa prière.

Sainte-Beuve note avec dédain : « *Son salon se distingue par une teinte théologique prononcée* ». Certains se moquent de cette Mère de l'Église chez qui se rassemblent les commères de l'Église. Ils ignorent que ces femmes n'échangent pas les potins mais les adresses des pauvres à secourir. Son rayonnement fut profond et prodigieux. Elle mit en garde Montalembert contre les manières cauteleuses de Napoléon III et accompagna la renaissance des ordres religieux. Dom Guéranger, les restaurateurs de Solesmes et Lacordaire, qui rétablit les dominicains la choisissent pour guide spirituel. Armand de Melun lui écrit : « *Dieu met entre vos mains les intérêts des bénédictins, des trappistes et des dominicains.* » Elle sait encourager le bénédictin et freiner le dominicain dans leurs projets plus ou moins utopiques : la politique, la presse, la liberté de l'enseignement, l'invention d'une nouvelle chrétienté, la

défense du pape. Elle séduisait par sa conversation, sa culture, mais plus encore par sa bonté et sa profondeur spirituelle.

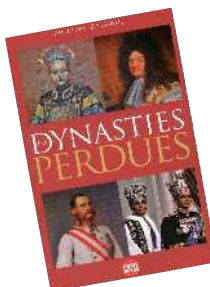
Sa vie mystique, teintée d'abord de mélancolie, s'affermir dans la découverte joyeuse des profondeurs de la miséricorde. Montalembert vénérât en elle « *la plus grande âme de ce siècle* ». Son salon crépissant d'intelligence et de charité préfigure le salon de Jacques et Raïssa Maritain à Meudon où se presseront dans les années trente artistes, poètes et missionnaires. Il est permis de penser que de tels lieux manquent aujourd'hui pour permettre la rencontre improbable des hommes curieux de Dieu. Les colloques savants, les centres de recherche et les académies n'offrent pas cette hospitalité engageante, cette bienveillance et cette discrétion propices à l'épanchement des cœurs et à l'ouverture de l'intelligence.

Le style velouté de Francine de Martinoir restitue le parfum de crinoline d'une époque où des femmes guidaient l'Église militante.

**Ph. V. VERDIN**

📖 Francine de Martinoir - « *Madame Swetchine ou le ciel d'ici* », Cerf, 190 pages, prix franco : 17 €. [Achat immédiat](#)

Vient de paraître



Philippe Delorme  
**Dynasties perdues**

Prix franco : 20 € [Achat immédiat](#)

## Nos locaux

**Où en sommes-nous ? C'est la question que beaucoup de nos amis nous posent.**

Eh bien, nous sommes toujours sans aucune réponse du maire de Paris aux deux lettres que nous lui avons écrites. Aucune proposition ne nous a été faite ni pour renouveler notre bail, ni pour nous reloger. D'autre part la procédure d'expulsion suit son cours. Voilà l'état de la situation.

Y. A.

## CONGRÈS 2012

Le Congrès annuel de la Nouvelle Action Royaliste se tiendra les **17 et 18 mars 2012**.

Rappelons que **tous** les adhérents de la NAR peuvent participer au Congrès et au travail des commissions. Bonne occasion pour ceux de nos lecteurs qui voudraient s'impliquer plus à fond dans notre action **d'adhérer à la NAR** (formulaire envoyé sur simple demande ou [téléchargeable sur notre site internet](#)).

Les thèmes retenus pour cette année sont, d'une part, "**Les institutions face aux menaces sur la démocratie représentative**" et, d'autre part, "**Les politiques énergétiques pour la France**".

Outre le travail sur ces thèmes, le Congrès doit également approuver la ligne politique du mouvement pour l'année à venir telle qu'elle sera formulée dans la Déclaration de politique générale proposée par le Comité directeur..

Merci de noter ces dates sur vos agendas.

## Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : [NouAcRoyal@gmail.com](mailto:NouAcRoyal@gmail.com)
- ✓ Sites internet : <http://www.narinfo.fr.st> (Informations et actualités) et <http://archivesroyalistes.org/>
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de : **Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris**

## MERCREDIS DE LA NAR

◆ **A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1<sup>er</sup>, 4<sup>e</sup> étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.**

◆ **La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.**

◆ **Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).**

● **Mercredi 30 novembre** - Chef du service Diabétologie à La Pitié-Salpêtrière, le professeur **André GRIMALDI** est, avec le professeur Olivier Lyon-Caen et d'autres spécialistes de la santé, l'auteur d'un « **Manifeste pour une santé égalitaire et solidaire** » qui a été signé par plus de cent médecins et personnalités.

La raison de cette mobilisation ? La destruction progressive de notre système de santé par les décisions ultra-libérales mises en œuvre depuis une

## FACEBOOK

Le nombre d'inscrits à notre groupe "Nouvelle Action Royaliste" sur Facebook progresse régulièrement.

Cette page de Facebook a pour vocation première d'annoncer nos réunions et publications. Nous incitons ceux de nos amis qui sont déjà sur ce réseau social de venir s'inscrire au groupe.

📄 <https://www.facebook.com/groups/221657468385/>

décennie : le service public hospitalier est remis en cause, le financement des soins courants est en voie de privatisation, la médecine de ville est sinistrée.

Les auteurs du manifeste montrent que le « trou de la Sécu » est un mythe et qu'une autre politique est possible, selon des principes qui assurent l'accès de tous à des soins de qualité. Avec le professeur Grimaldi, ils veulent faire de la santé un enjeu du débat électoral : il est important de s'informer pour y participer en toute connaissance de cause.

● **Mercredi 7 décembre** - Auteur d'atlas réputés et de très nombreux ouvrages consacrés à l'histoire, à la stratégie militaire, à la géopolitique, **Gérard CHALIAND** a enseigné à l'ENA, à l'École de guerre et dans de nombreux pays, de Harvard à Tbilissi. Ses connaissances sont tirées d'études variées mais surtout d'une expérience directe du terrain. Ses **Mémoires** dont il nous présentera le premier tome intitulé « *La pointe du couteau* », montre comment un homme engagé peut rester lucide sur les combats auxquels il participe où dont il est le témoin : avec les Algériens en lutte pour leur indépendance, au cœur du Viêt-Nam en guerre, dans les maquis de la Guinée-Bissau, en Amérique du Sud et au Moyen-Orient, en Érythrée et avec les Kurdes...

Sur les luttes de la décolonisation, les mouvements de résistance, le communisme dans ses diverses expressions, les souvenirs et les observations de Gérard Chaliand sont d'autant plus précieux qu'il a connu nom-

bre de ceux, intellectuels ou combattants, qui partageaient une espérance révolutionnaire.

● **Mercredi 14 décembre** - Enquêteur et écrivain, **Pierre PEAN** nous avait présenté les livres qu'il avait consacrés au *Monde* et à TF1, à François Mitterrand et à Jean Moulin... C'est dans la ligne de ses enquêtes sur les pratiques affairistes qu'il vient de publier « **La république des mallettes** ».

On parle beaucoup du financement occulte des partis politiques mais les réseaux et les techniques sont difficiles à comprendre et bien des scandales évoqués n'ont que peu – au pas – de conséquences judiciaires. Pierre Péan explique comment les oligarques de droite et de gauche s'organisent pour financer les campagnes présidentielles, rappelle les affaires non élucidées (les frégates de Taiwan) et expose celles qui sont en cours – les rétro-commissions sur les contrats de vente d'armes au Pakistan et à l'Arabie saoudite. Le rôle décisif des hommes de l'ombre – tel Alexandre Djouhri – est révélé, les conflits entre les différents clans qui se disputent le pouvoir sont explicités. Face à l'argent, le souci démocratique pèse de moins en moins lourd.

● **Mercredi 21 et 28 décembre** – Pas de réunion en raison des vacances de Noël.

**Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une "carte d'abonné" (8 € pour l'année)**

## Vous avez reçu ce journal gratuitement ?

**Pensez-vous que nous pourrions continuer à exister si vous ne nous apportiez pas votre aide financière ?**

Alors, abonnez-vous (bulletin en page 2) ou faites-nous un don :

**Faire un don en ligne**

ou par courrier : « **Royaliste** », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris



# Des experts sont arrivés

**E**t voici l'arrivée des experts, intelligents et cultivés, riches de responsabilités accumulées au cours d'une existence tout à fait digne – le contraire des vulgarités et des désordres d'un Berlusconi.

Mario Draghi, Lucas Papadémos et Mario Monti ont étudié l'économie aux États-Unis et enseigné cette discipline dans leur pays avant de faire les belles carrières qui les ont conduit à de très hautes fonctions. Avant de devenir président de la Banque centrale européenne, Mario Draghi était président de la Banque d'Italie. Avant de devenir Premier ministre, Lucas Papadémos fut gouverneur de la Banque de Grèce puis vice-président de la BCE. Et Mario Monti, nouveau chef du gouvernement italien, fut commissaire européen chargé du Marché intérieur puis de la Concurrence. Tous trois ont été choisis pour inspirer confiance aux « marchés », avec l'appui de la chancelière allemande et de son suppléant parisien.

Avec leur bagage intellectuel et leur compétence, ils semblent mieux armés que quiconque pour affronter la crise. Tel est du moins l'opinion dominante des journalistes de cour, qui cultivent avec plus ou moins de lyrisme une parfaite illusion.

L'expertise de ces experts a déjà été prise en défaut : tous trois exerçaient d'importantes responsabilités lorsque la Grèce est entrée dans la zone euro. On dit maintenant qu'il n'aurait pas fallu accepter les Grecs mais ils n'ont vu ni les faiblesses du pays ni le maquillage des comptes par Goldman Sachs, qui fut l'employeur de Mario Draghi et Mario Monti... Nos trois éminences sont d'autant plus médio-

gres dans leurs expertises qu'elles n'ont pas vu venir la faillite de la banque Dexia et les énormes pertes - 10 milliards d'euros – récemment avouées par le groupe italien Unicredit.

Leur expertise est d'autant plus douteuse que le trio n'a jamais fait preuve de la neutralité et de la rationalité que l'on prête aux techniciens de la « gouvernance ». MM. Draghi, Papadémos et Monti sont acquis à l'idéologie du libre échange, soumis aux spéculateurs et con-



vaincu que la confiance des « marchés » s'obtient en sacrifiant les peuples sur l'autel de l'austérité. Ils récusent la sortie de l'euro, la nationalisation du crédit et la protection des économies européennes qui permettraient de juguler la crise. On les comprend : le milieu qu'ils protègent leur assure une existence confortable qui leur permet d'accumuler du capital matériel et du capital symbolique.

Procès d'intention ? Non. Pour les juger, il est inutile d'attendre qu'ils aient agi. Leurs intentions sont claires : l'austérité renforcée, méthodique, pour de longues années. Ils répèteront sur tous les tons qu'il n'y a pas d'autre choix. C'est une intimi-

dation classique, doublée d'une imposture.

Le trio Draghi-Papadémos-Monti et les oligarques du même tonneau ne peuvent brandir les enseignements de la science économique pour justifier les mesures qu'ils prennent. La leçon à retenir aujourd'hui, c'est l'échec total des politiques de déflation. La baisse des salaires et des prix décidée par le chancelier Brüning en 1932 provoqua un énorme chômage et fut l'une des causes de la victoire des nazis un an plus tard ; celle menée par Pierre Laval en 1935 eut des résultats moins tragiques mais la droite libérale qui imposa la déflation fut battue par le Front populaire.

Les oligarques peuvent-ils nous opposer leur « pragmatisme » ? Là encore, leur discours ne tient pas car la politique d'austérité appliquée à la Grèce, à l'Espagne et au Portugal engendre la récession et le chômage sans que la dette s'en trouve allégée – bien au contraire. Curieux experts, qui ne tiennent compte ni de l'expérience, ni de très banales expertises !

Alors ? Alors les oligarques nous paient de mots. On nous dit que les Allemands acceptent les euro-obligations, au mépris de la cour de Karlsruhe qui, s'appuyant sur ses précédents arrêts, les déclarerait contraires à la Loi fondamentale du pays. On souhaite l'intervention massive de la Banque centrale européenne en oubliant que son indépendance et sa mission anti-inflationniste ont été inscrites dans le Traité de Lisbonne, au nom de présupposés idéologiques soudain mis de côté. Surtout, on fait le pari que les populations sacrifiées ne parviendront pas à bloquer le dispositif déflationniste. C'est compter, sans le dire, sur la répression violente des mouvements de révolte.

**Bertrand RENOUVIN**